



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

DOM-ROM : Guadeloupe et Martinique

Question au Gouvernement n° 985

Texte de la question

SITUATION OUTRE-MER

M. le président. La parole est à M. Didier Quentin, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Didier Quentin. Ma question s'adresse à M. le secrétaire d'État à l'outre-mer et j'emploierai un tout autre ton que celui que l'on vient d'entendre. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Je la pose aussi au nom d'Éric Raoult, de Michel Dieffenbacher et de tous nos collègues amis de l'outre-mer. (*" Très bien ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean-Pierre Brard. Pourquoi est-ce un métropolitain qui pose la question ?

M. Didier Quentin. Depuis le 20 janvier, la Guadeloupe est traversée par des mouvements sociaux qui expriment une profonde inquiétude devant une situation économique très difficile. La crise mondiale frappe, en effet, aussi l'outre-mer...

Mme Huguette Bello. Cela fait longtemps qu'il y a la crise chez nous !

M. Didier Quentin. ... et soulève des craintes parmi ses habitants quant à leur niveau de vie, craintes renforcées par l'éloignement.

En ce début d'après-midi, monsieur le secrétaire d'État, vous avez participé à une réunion autour du Premier ministre, M. François Fillon, avec plusieurs membres du Gouvernement pour examiner les mesures à mettre en oeuvre... .

M. Maxime Gremetz. Parlez-nous du scandale des sociétés pétrolières !

M. Didier Quentin. ... notamment à la suite des négociations que vous avez conduites ces derniers jours à Pointe-à-Pitre et à Basse-Terre.

M. Maxime Gremetz. Sortez le rapport !

M. Didier Quentin. À cet égard, nous tenons à saluer votre détermination, votre esprit de dialogue et de solidarité.

M. François Asensi. Baratin !

Mme Huguette Bello. Et la crise ?

M. Didier Quentin. Mais le mouvement s'étend maintenant à la Martinique, où plus de 20 000 personnes ont défilé hier dans les rues de Fort-de-France.

M. Maxime Gremetz. Et le rapport ?

M. Didier Quentin. Il est donc urgent d'apporter des réponses précises à nos compatriotes antillais.

C'est pourquoi, monsieur le secrétaire d'État, avant votre retour en Guadeloupe, que je sais très attendu,...

M. Maxime Gremetz. Ils ne vont pas bien vous accueillir avec des réponses pareilles !

M. Didier Quentin. ... je vous demande d'informer la représentation nationale des décisions que vous venez de prendre...

M. Maxime Gremetz. Il n'en a pas pris : le Premier ministre a dit non !

M. Didier Quentin. ...et qui pourraient peut-être déboucher sur le Grenelle de l'outre-mer, souhaité par notre collègue René-Paul Victoria ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Yves Jégo, secrétaire d'État chargé de l'outre-mer.

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État chargé de l'outre-mer*. Vous l'avez dit, monsieur le député, nos compatriotes d'outre-mer souffrent de la crise. L'éloignement de la métropole et la spécificité des économies insulaires créent

une attente très forte.

M. Maxime Gremetz. Le scandale des compagnies pétrolières !

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État*. À cette attente, il faut ajouter des éléments propres au contexte : la vie chère due aux modalités de distribution et à l'éloignement,...

M. Jean-Pierre Brard. Ce n'est pas l'unique raison !

M. Christian Paul. Vous auriez pu répondre à Mme Bello tout à l'heure !

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État*. ...ainsi que la difficulté, dans un certain nombre de territoires, de nouer le dialogue social, qui devrait servir à dénouer les crises.

Les mesures prises par le Gouvernement ont été approuvées ce matin au cours d'une réunion qui s'est tenue autour du Premier ministre.

M. Maxime Gremetz. C'est du pipeau !

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État*. Elles se traduisent, pour la Guadeloupe, par la mise en place du revenu de solidarité active dès l'année 2009. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

Mme Huguette Bello. C'est un droit commun !

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État*. Pour un couple qui dispose d'un revenu équivalent au SMIC, cela représente 283 euros de plus par mois.

M. Maxime Gremetz. Le problème, c'est l'augmentation des salaires !

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État*. C'est ainsi que nous apportons une réponse aux questions touchant le pouvoir d'achat. Ce dispositif concernera 25 000 familles qui, dès cette année, verront leur pouvoir d'achat augmenter.

M. Maxime Gremetz. Nous demandons une augmentation des salaires !

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État*. Nous avons également mis en oeuvre des mesures d'alignement sur la métropole concernant, par exemple, l'aide aux locataires. Grâce à l'intervention du Premier ministre, nous avons obtenu une baisse des prix de l'essence, ainsi qu'un engagement de la part des représentants de la distribution à conduire une politique de baisse des prix pour les produits les plus couramment utilisés. Un travail sur ce sujet aura lieu avec l'ensemble des partenaires de la vie économique.

Mais il faut également apporter une réponse en termes d'emploi. Comme en métropole et comme partout dans le monde, le chômage augmente en outre-mer. Je vous indique que le Sénat examinera, le 10 mars prochain, la loi de développement économique de l'outre-mer, qui comporte des leviers adaptés à la crise économique et permettant de préserver l'emploi.

M. Maxime Gremetz. Et les salaires ?

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État*. Reste un problème à régler, celui de la négociation sociale entre le patronat et les syndicats. Au cours de la semaine dernière, j'ai réuni autour de la même table organisations patronales et syndicales, et j'espère qu'ils joueront pleinement leur rôle. Si nous faisons de ces enjeux des sujets de dispute et de polémique, ...

Mme Huguette Bello. Car 20 000 personnes dans la rue, c'est de la polémique !

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État*. ...nous n'aurons rien compris aux attentes des ultramarins qui veulent de l'unité et des moyens. C'est la réponse que leur apporte le Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Didier Quentin](#)

Circonscription : Charente-Maritime (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 985

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 février 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 février 2009